

RIUESS - XIIIème Rencontres

ANGERS - France

5 au 7 juin 2013

**Penser et faire l'ESS aujourd'hui.
Valeurs, Statuts, Projets ?**

www.riuess.org

<http://riuess2013.sciencesconf.org>

Entre mouvement social et dimension spatiale de la monnaie : une mise en perspective de « l'alternative » par les Monnaies Locales Complémentaires

Par Jean-Christophe Guyomart,

Doctorant à l'Université d'Angers, laboratoire ESO UMR-CNRS 6590

Résumé : Les Monnaies Locales Complémentaires (MLC) sont un objet social émergent qui mobilise à la fois des dynamiques sociales au sein desquelles il s'inscrit, et des particularités propres à la dimension spatiale de la monnaie. Ce texte présente le paysage des MLC dans une double perspective : celle tout d'abord de mieux comprendre les implications spatiales de la monnaie au travers des jeux d'acteurs qui se font jour ; et celle ensuite de saisir comment ces mêmes jeux d'acteurs s'interpénètrent pour donner corps à l'appropriation dont il est question quand il s'agit de mettre en œuvre un tel instrument politique porteur d'une « alternative ». Ce faisant, nous précisons ainsi comment un objet social singulier peut donner à voir un phénomène social d'ensemble. La convergence d'individus et d'institutions interroge les possibles, dans une société qui cherche une sortie à ses crises multiples sur lesquelles chaque acteur porte un regard différent. La monnaie devient ainsi l'enjeu de la mise en commun pour porter « l'alternative ».

Mots-clés : Monnaies Locales Complémentaires ; monnaie ; alternative ; local ; mouvement social

Introduction

Les Monnaies Locales Complémentaires (MLC) voient converger des dynamiques différentes en un « mouvement ». Serait-ce un prolongement des Nouveaux Mouvements Sociaux apparus dans les années 1970 ? Lilian Mathieu (2012) nomme « espace des mouvements sociaux » la logique de champ bourdieusien au sein de laquelle, selon lui, se distinguent des « phénomènes réunissant des dimensions *collectives, conflictuelles* et orientées vers le *changement social*. » (p.12) Nous nous intéresserons précisément ici à l'espace de « l'alternative » en nous focalisant sur le réseau des MLC, basé essentiellement sur les milieux associatifs. Nous mettrons ainsi en perspective combien la dimension spatiale de la monnaie englobe à la fois des dynamiques sociales et des enjeux de pouvoir, ou luttes d'influence, que seule la monnaie permet ainsi d'exercer. Bruno Frère (2006) identifie les racines profondes de « l'alternative » (si l'on élargit l'économie solidaire au-delà de l'usage contemporain des termes comme il nous le demande), dans une grammaire sociale (Boltanski et al., 1991) spécifique. L'auteur ancre ainsi, par exemple, les Nouveaux Mouvements Sociaux dans une socio-histoire entre mouvement associationniste proudhonien et logiques structuralistes marxistes (Frère, 2010). Qu'en est-il des MLC ? Participent-elles d'une « alternative » similaire qui mobiliserait, dans le contexte contemporain, des luttes d'influence entre acteurs et systèmes idéologiques politiques ?

Toute une diversité de mouvements politiques aux grammaires différentes gravite autour de cet objet social. Or, plutôt que de former un « mouvement social » en tant que tel avec ses conventions propres et son répertoire d'action collective (Tilly, 1984), les monnaies locales trouvent leur cohérence formelle dans les figures tutélaires dont elles se dotent et les territoires d'emprise sur lesquels chaque acteur qui les porte peut exercer une certaine autorité. L'objet même qu'elles incarnent, la monnaie, est ainsi une figure du mouvement qui s'institue, ne serait-ce que par leur adossement à la monnaie domestique, l'euro. Ce symbole est, par excellence, celui de l'autorité de l'État sur l'économie (Knapp, 2003[1905]) et par extension sur le reste de la société de par les possibles qu'il régit. La neutralité apparente de la monnaie, conférée par la banalité de son usage quotidien, place l'autorité de l'émetteur de ce médium au cœur même de l'échange. Il est de ces objets sociaux particulièrement puissant pour déterminer la « production de l'espace » (Lefebvre, 1981) et dont l'État-Nation a pu faire croire qu'il était la seule entité politique légitime d'émission (Helleiner, 2002). Les MLC nous conduisent à repenser la dimension spatiale de la monnaie, soulignant combien la lutte d'influence porte des conséquences jusque dans les formes spatiales de mise en œuvre d'un tel outil de souveraineté sur l'économie et la société (Guyomart, à paraître).

La géographie de la monnaie qui se met ainsi en forme permet, d'une façon similaire à la géographie des mouvements sociaux (Ripoll, 2005), d'illustrer comment la structuration des paysages d'un objet social participe de dynamiques mobilisant des acteurs aux perspectives et trajectoires singulières. Les appropriations de l'espace (Ripoll et al., 2005, Veschambre et al., 2006) que les MLC suscitent se retrouvent, par exemple, dans la mobilisation de symboles territoriaux ou idéels que l'iconographie des billets représente, comme instrument de communication et de propagande notamment (Caire, 2002). Cette mobilisation idéale nous éclaire en partie sur l'institution imaginaire, au sens de Castoriadis, de « l'alternative » en construction et participe d'une maîtrise matérielle de l'espace (Chivallon, 2008). La figuration de l'Autre lointain permet tout autant que le symbole proche d'établir l'espace de référence de l'objet ainsi constitué au sein d'un club, lui conférant par là même force numéraire, tutelles idéelles ou monstres.

Nous nous focaliserons donc ici sur le réseau des MLC, tout en montrant les enjeux que portent des initiatives appelées aussi généralement monnaies locales ou complémentaires. Nous mettrons en évidence les rapports de pouvoir des différents acteurs face à la définition d'une telle alternative, montrant au travers du paysage des MLC puis d'un exemple spécifique que la politique, au sens de structure de la société, se construit en rapport à des enjeux de pouvoir, au sens de capacité d'action, qu'il convient d'explicitier. Entre mouvement social et dimension spatiale de la monnaie, les Monnaies Locales Complémentaires révèlent la singularité de l'appropriation d'un tel symbole étatique d'autorité sur l'économie que différents acteurs s'approprient désormais. Nous présenterons tout d'abord le paysage des MLC dans leur ensemble, en soulignant les ramifications et toute la dimension spatiale de la monnaie qu'elles mobilisent. Nous montrerons ainsi comment se constitue « l'alternative », catégorie conceptuelle volontairement ouverte qui témoigne de la convergence de trajectoires individuelles et d'acteurs en général autour d'un même objet. Puis dans un second temps nous mettrons en perspective, au travers d'un exemple « local », certaines dynamiques socio-spatiales qui parcourent les MLC comme objet social en construction, révélant ainsi par ailleurs des problématiques de société qui le dépassent, l'expliquent parfois ou l'influencent.

I. Les MLC en France

1.1 Grands principes de fonctionnement

À ce jour, derrière le terme de monnaies locales, complémentaires ou citoyennes, on retrouve en France quatre grands mouvements qui forment le paysage de cet objet social en construction, entre mouvement social et enjeux politiques d'appropriation de la monnaie. Le réseau des MLC, d'une part, est basé principalement sur des mouvements d'écologie politique, tels que les Villes en Transition, le Mouvement des Colibris de Pierre Rabhi, le MOC (Mouvement des Objecteurs de Croissance) ou encore une influence plus diffuse d'un auteur, Philippe Derudder, inspiré de « l'écologie, qui redéfinit l'économie d'une façon plus globale en tenant compte de l'éthique, de l'écologie et des besoins profonds des êtres humains ». D'autre part, on retrouve la monnaie complémentaire SOL avec en tête de file la ville de Toulouse, le système de chambre de compensation de Nantes porté par la métropole nantaise, et enfin quelques initiatives portées par des associations de commerçants. Les Monnaies Locales Complémentaires, du réseau informel du même nom, sont couramment appelées MLC, ou simplement monnaies locales, et forment l'essentiel du bruit médiatique que l'on constate à ce jour autour de cet objet. Elles sont portées par des associations ou collectifs locaux pour l'essentiel, proposant à leurs membres de régler leurs achats avec des billets spécifiques au sein d'un réseau de prestataires adhérents à une charte éthique¹. Celle-ci établit les principes de sélection des prestataires et met en avant l'ensemble de valeurs que les membres de l'association se doivent de respecter. On obtient des billets de MLC contre des euros, qui sont alors la plupart du temps placés sur des supports d'épargne « éthique », dans une grande majorité des cas à la Nef (Nouvelle Économie Fraternelle), ou à défaut au Crédit Coopératif qui sert d'intermédiaire quoi qu'il en soit aux dépôts de la première.

D'un point de vue à la fois technique et qui « donne sens » au régime d'engagement (Thévenot, 2006) des acteurs qui intègrent ces initiatives, ce placement permet ainsi aux membres de revendiquer la non-participation à la spéculation que les banques effectueraient sur leurs placements en euro. En effet, les euros correspondant à la masse monétaire en circulation sont placés auprès d'une institution « éthique », la Nef, et permettent ainsi de « doubler la masse monétaire » pour envisager le financement de projets répondant aux mêmes critères. Certaines MLC procèdent à « la fonte », principe qui consiste à devoir s'acquitter régulièrement du paiement d'un timbre équivalent à un faible pourcentage de la valeur des billets que l'on détient. Cette règle de

¹ Pour une analyse spécifique des chartes des différentes MLC : Fare et Blanc, 2012

fonctionnement, théorisée par le commerçant et auteur de « l'ordre économique naturel » (1916) Sylvio Gesell, est sensée dynamiser l'activité locale en permettant la circulation des avoirs monétaires, partant du principe que l'on n'a pas intérêt à garder en poche un billet qui va perdre de sa valeur, même symboliquement, si on ne l'utilise pas. Parfois, dans le cas de la Mesure à Romans-sur-Isère par exemple, il s'agit fondamentalement d'interroger la monnaie, et la fonte vient alors servir d'occasion pour montrer que l'on peut décider collectivement de la valeur de l'argent. Dans cet esprit, les initiateurs de cette MLC émirent par exemple des billets de 0 Mesure au lancement du projet.

1.2 MLC et bruit de fond d'un « mouvement »

Une première initiative de Monnaie Complémentaire était mise en place en 2005, grâce à l'appui d'un financement européen du programme EQUAL pour trois ans et à la participation du Groupe Chèque Déjeuner, du Crédit Coopératif et de la MACIF. Elle était portée par la figure tutélaire de Patrick Viveret, philosophe auteur d'un rapport pour la Cour des Comptes en 2003 intitulé « Reconsidérer la richesse ». Le bilan fût mitigé, se cantonnant, où elle fonctionnait, à bien souvent ne servir que de carte de fidélité aux commerçants membres du réseau, tel que c'est toujours le cas à Grenoble par exemple. La mairie de Toulouse a pourtant choisi ce modèle en 2011 pour lancer sa monnaie locale, le SOL Violette, à la différence près que celle-ci ne circule pas grâce à une carte de paiement mais des billets. Toutefois, ce n'est qu'avec la création de l'Abeille en 2009 qu'un objet similaire au SOL a émergé, permettant la mobilisation de la monnaie comme objet social par n'importe quel collectif. Philippe Derudder, conférencier inspiré de l'écosophie et auteur de livres sur l'économie en général et d'un guide de mise en œuvre des monnaies locales en particulier, participait ainsi courant 2009 à la mise en place de l'Abeille avec les membres de l'association locale Agir pour le Vivant qui avait pour objet de faire la promotion d'une « écologie holiste ». L'Abeille est ainsi prétendument la première MLC de France et se place dans la lignée de l'emblématique Chiemgauer qui circule en Bavière depuis 2003 d'après l'initiative d'un professeur d'économie enseignant au sein d'une école Steiner-Waldorf, du nom de l'inventeur du courant anthroposophe. Les SEL (Systèmes d'Échanges Locaux) avaient déjà promu la possibilité de reconsidérer les moyens d'échange auprès des réseaux « alternatifs » depuis le début des années 1990, puis le SOL avait prolongé l'idée de changer la monnaie. Une partie des protagonistes des premières MLC avaient déjà été liés à ce projet de Monnaie Complémentaire. Toutefois ce n'est qu'avec l'émission de billets par des associations locales que l'idée de monnaie locale

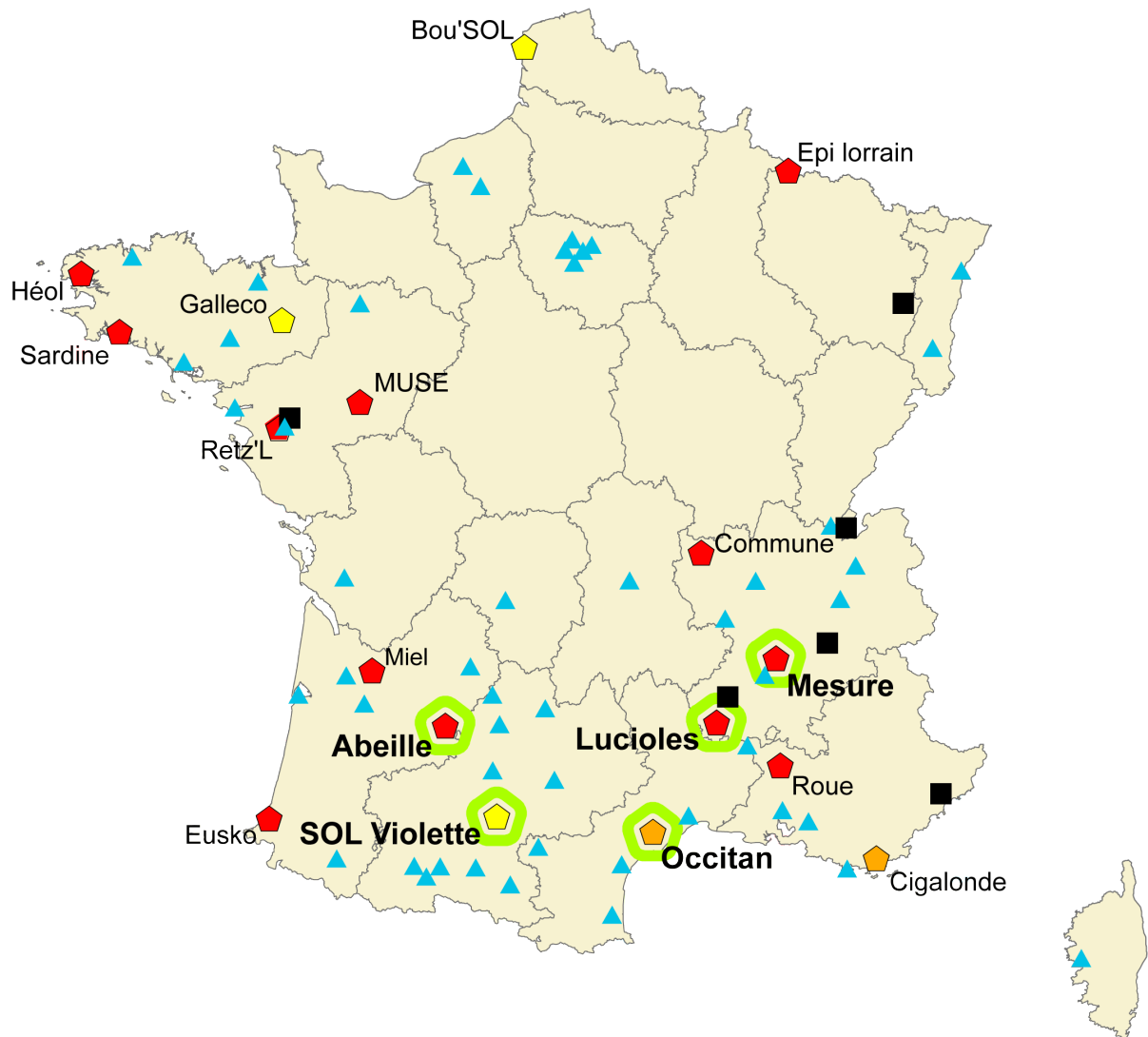
complémentaire s'est développée en France, à compter de 2010.

La Monnaie Complémentaire Locale, comme elle était couramment appelée à l'époque, apparaissait comme une étape de plus d'appropriation citoyenne pour valoriser ce qui ne l'est pas d'ordinaire dans l'économie. Elle s'affranchissait de la lourde machine qu'était le SOL avec ses cartes et terminaux de paiement nécessitant une lourde infrastructure et une dépendance vis à vis des grandes entreprises gérant la partie technique du projet. Cette facilité d'accès permit ainsi l'appropriation et la mobilisation plus large de nombreuses initiatives « citoyennes », portées par des mouvements d'écologie politique implantés dans différentes localités. En outre, ce n'est qu'en renouvelant le modèle SOL en émettant des billets et non plus seulement des cartes et terminaux de paiement que la mairie de Toulouse est parvenue à relancer le projet. Dès lors, dans le cadre d'une lutte d'influence vis à vis des autorités prudentielles quant à l'émission de signes monétaires, les Assises de Villeneuve-sur-Lot en Mai 2013 seront le théâtre d'une « main tendue » du SOL vers le réseau des MLC. Le premier cherche à bénéficier de l'appui numéraire du « mouvement » en construction porté par le réseau, tandis que les principales figures du second y retrouvent le moyen de structurer et renforcer le « mouvement » duquel ils ont été les initiateurs, leur permettant de poursuivre d'une part leur influence sur celui-ci dans le cadre des idéologies politiques qui s'y font jour, et d'autre part de renforcer la pérennité de l'activité du groupe local qu'ils représentent pour la plupart.

La proximité entre MLC en circulation et projets n'est pas un hasard. Le SOL Violette par exemple est intervenu auprès de nombreux groupes dans les régions environnantes, et propose des formations pour les porteurs de projet de la région et alentours. Concernant la Mesure, une initiative toute proche émane directement d'un ancien prestataire qui n'habitait pas la commune, et qui ayant cessé son activité souhaite désormais implanter le modèle dans sa ville de résidence. La Bogue, qui vient de mettre un terme à son activité et devrait fusionner avec les Lucioles en Ardèche, représentait la lutte d'influence entre deux personnalités différentes sur le milieu alternatif local. Le projet qui se met en place dans les Landes et Gironde vise à étendre le système voisin de la Miel aux localités où sont implantés les participants à cette initiative du mouvement des Villes en Transition. Plus au Nord, l'intérêt de l'Association de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ADESS) du pays de Morlaix n'est pas étrangère au lancement de l'Heol par son homologue du pays de Brest.

La carte ci-dessous présente les Monnaies Locales Complémentaires au travers des premières MLC, mises en regard des « projets », c'est à dire des lieux où se sont tenus au moins une réunion publique sur le sujet dans la perspective de monter une MLC, ou a minima une annonce publique ayant été faite en faveur d'un projet, comme en Corse par exemple de la part d'un élu à l'Assemblée Régionale. On remarque que derrière l'effervescence portée par les premières MLC et le relatif foisonnement de projets, trois grandes régions se dégagent : Bretagne - Pays de la Loire, Sud-Ouest, Rhône-Alpes - PACA. Des « plateformes » sont mises en place dans le « Grand Ouest » suite aux Assises de Mai 2013, où les protagonistes bretons découvrent l'existence d'une telle initiative de mutualisation depuis quelques mois en région Midi-Pyrénées. Dans la région Rhône-Alpes, en un sens le programme de recherche acteurs-chercheurs mené par le laboratoire Triangle de l'Université Lyon 2 joue un rôle similaire en permettant a minima la rencontre des acteurs entre eux et la mutualisation d'informations et de réflexions sur les pratiques de chacun. De plus, trois des sept rencontres nationales ayant déjà eu lieu se sont tenues dans la région, ainsi qu'un colloque scientifique, des journées acteurs en marge de celui-ci et des journées « acteurs et territoires » à Lyon. L'ensemble de ces rencontres constitue des temps forts d'existence de l'objet que tous peuvent alors avoir le sentiment de porter en commun.

Les Monnaies Locales Complémentaires



 Premières MLC

 Porté par une Association Locale

 En lien avec une Collectivité Territoriale

 Porté par une Association de Commerçants

 Ne circule plus

 Projet

 Kilomètres
0 80 160 320

Réalisation : J.-C. Guyomart
Base : GEOFLA

1.3 Performativité du discours et interpénétrations des mouvements

a. Perspectives singulières des points de vue « locaux »

Les vertus ou objectifs défendus s'établissent dans une « grammaire sociale » (Boltanski et al., 1991), mobilisant tout un vocabulaire propre à chaque structure à l'origine d'une monnaie locale. Dès lors, un ensemble de conditions de possibilités, un système idéologique pourrait-on dire, apparaît en filigrane de chaque initiative pour fédérer de façon diverse des individus pouvant se raccrocher à la mouvance qui prend forme. Chaque groupe ne se construira pas selon les mêmes accords autour de valeurs communes, préférant parfois le champs lexical et les méthodes proposées par la pédagogie des catastrophes des Villes en Transition (Semal, 2012), parfois la dialectique et les valeurs du Mouvement des Colibris de Pierre Rabhi. Les enjeux de pouvoir se portent ainsi sur la capacité pour un groupe à marquer son territoire du symbole étatique par excellence sur l'économie : la monnaie. Pour les collectifs locaux, l'espace des alternatives représente l'objet de l'emprise qu'ils peuvent exercer ; pour les collectivités territoriales, le territoire administratif, ou l'air d'influence pour une Agglomération comme Toulouse ou celle de Nantes par exemple, trouve un symbole à même d'établir une capacité de détermination de l'espace économique, ou plus généralement de celui de ses compétences. Dans le cadre d'une dévolution de celles-ci de l'État vers ses chaînons subsidiaires, les échelons locaux des institutions politiques de type étatique découvrent la possibilité de se saisir d'un instrument de pouvoir symboliquement fort. Celui-ci marque ainsi l'action des élus sur leur juridiction, d'après certaines valeurs dont ils peuvent ainsi a minima se prévaloir.

L'Occitan, qui se revendique comme la « première expérience réelle en France », du fait de son lancement en 2009, ne fait pas appel à une idéologie politique, mais invite à se saisir de cet objet de « marketing » et « outil de fidélisation » qui permet aux commerçants de trouver « une solution locale à une crise économique mondiale », via « un autre moyen d'échange (de communication) complémentaire au même titre qu'une langue régionale comme l'Occitan par rapport à une langue internationale comme l'anglais. » C'est ainsi une toute autre logique que l'on voit apparaître dans le paysage des MLC, celle d'acteurs qui ne participent pas au réseau ou à la construction d'une utopie politique, mais voient dans cet objet, eux aussi, l'outil de matérialisation de la mise en valeur de leur propre régime d'engagement. De la même façon, la Cigalonde, de la Londe des Maures, émane d'une association de commerçants. Pour fêter son premier anniversaire, l'initiative soutenue par le maire célébrait l'évènement devant la mairie en présence d'un ancien

candidat de la Star Académie. Cette mise en scène est ainsi l'occasion de communiquer autour de la mise en avant de valeurs communes attribuées à un territoire, pour lequel la monnaie vient offrir opportunément l'outil de valorisation et d'appropriation. La dialectique mondial/local est mobilisée au même titre que dans les mouvements d'écologie politique, mais dans ce cas trouve un ancrage dans un système de valeurs tout à fait différent.

« Essaimer » les projets locaux représente le tissage à même de renforcer la perspective globale des initiatives « locales », pour leur donner ainsi à la fois sens et force de changement de société, « d'alternative ». Afin d'essaimer cet outil pour une société plus humaine et respectueuse du vivant comme le prônent Philippe Derudder et l'association Agir pour le Vivant, des rencontres nationales se sont mises en place dès 2010 au rythme de deux par an. Celles-ci, qui débouchèrent sur la création du réseau des MLC proprement dit suite à celle du site Internet les concernant mis en place par Michel Lepasant fin 2010, sont l'occasion pour chaque association qui accueille l'évènement de mettre en scène sa propre action dans le cadre d'un réseau plus large. À chaque rencontre, les participants dans leur ensemble en sortent galvanisés, prêts à construire les étapes suivantes de développement des monnaies locales, que ce soit au niveau local dans la poursuite de leur projet pour certains, ou national pour d'autres dans l'organisation de nouveaux événements à venir afin de continuer « d'essaimer ».

b. Montées en généralité

La création du site Internet figera le terme de MLC en servant de lieu de référence pour l'identité collective. À l'origine imaginé pour mettre en commun des documents et informations afin de faciliter l'émergence de projets partout en France, il sera surtout le lieu d'expression des principaux animateurs du réseau, à savoir l'un des membres de l'Abeille et l'un de ceux de la Mesure, ce dernier étant personnellement investi dans le MOC (Mouvement des Objecteurs de Croissance). Pour Michel Lepasant, c'est en effet le moyen de se doter de « compétences », du fait d'être « présent à la réunion du Lundi ». Cela lui permet ainsi de faire valoir sa parole dans le cadre de débats politiques à l'échelle nationale, en face d'universitaires ou de figures reconnues par exemple. En tant que membre du MOC en charge des questions économiques, il ancre son discours dans l'action locale d'un projet qui tente de fonder l'utopie instituante qu'il prône. La logique d'essaimage au sein du réseau est tout à fait multiple. On observe d'un côté des chefs de file intervenir auprès de groupes lançant une réflexion sur la monnaie locale et organiser les rencontres

nationales successives. D'un autre côté, les plus impliqués au sein des groupes locaux jouent le rôle d'intermédiaire auprès des autres individus réunis autour d'un projet de monnaie locale, relayant ainsi le « mouvement » en gestation pour essaimer le modèle des MLC sur un nouveau territoire « local » de l'alternative. La dialectique local/global ancre l'action de chacun dans une perspective plus large qui transcende son seul engagement, et permet du même coup de justifier le « sens » de cette initiative, perspective fondamentale pour les porteurs de projet de MLC.

Les rencontres nationales du réseau des MLC ont été accueillies tour à tour par les Lucioles, la Mesure, l'Abeille, la MUSE, un projet à Montreuil (93), puis de nouveau l'Abeille pour les « Assises des Monnaies Locales Complémentaires ». La localisation de ces rencontres en rapport aux MLC ou projets témoigne de leur importance dans « l'essaimage » des monnaies locales. Le tissage du réseau d'influence des MLC s'est tout d'abord établi d'après, notamment, les interventions de Philippe Derudder au travers de ses conférences sur la monnaie. À l'invitation d'associations portant le plus souvent sur des thèmes d'écologie politique, il est désormais sollicité depuis peu par des collectivités territoriales, pour lesquelles il semble apparaître comme une figure de référence pour qui souhaite approfondir son intérêt dans les MLC. Pour le conférencier, les monnaies locales sont un outil parmi d'autres pour « passer d'une conscience de rareté à celle d'abondance », « gommer l'ignorance qui nous tient en esclavage et voir comment il est possible de mettre l'argent au service de l'être humain et de la planète ». Ainsi, la réalité des MLC à laquelle il travaille lui-même influence sensiblement celle de ceux qui l'accueillent en conférence ou qui le lisent. Il s'agit de changer l'économie dans son ensemble en essaimant le modèle général proposé grâce à des outils comme les MLC permettant de diffuser autant la rhétorique que l'idéologie qui le sous-tend de façon performative (Austin, 1970[1962]). Cette spatialité du discours sur « l'alternative », diffuse au travers d'interventions « locales » faisant événement et de dissémination des ouvrages, est tout à fait similaire à celle du mouvement des Colibris de Pierre Rabhi, dans les locaux de l'association duquel les rencontres accueillies par la Luciole en Octobre 2010 se tenaient. Ces deux figures tutélaires du mouvement des MLC se retrouvent ainsi en filigrane de nombreuses initiatives de MLC, et l'un comme l'autre sert de référence idéologique pour se documenter sur l'alternative en général, au même titre que Patrick Viveret, l'instigateur du SOL.

Si les différents mouvements d'écologie politique que nous citons rassemblent des individus aux sensibilités légèrement différentes, la monnaie locale les rassemble autour d'une « religion

civile »² basée d'une part sur la pédagogie des catastrophes et d'autre part sur une dialectique local/mondial. La performativité des discours fédérateurs émis par les figures tutélaires du mouvement, telles que Philippe Derudder ou Patrick Viveret, permet aux individus de se retrouver autour d'un même objet et dans une approche convergente. Celle-ci est ainsi dotée d'une force numéraire portée par l'ensemble des individus investis dans chaque groupe de travail, d'une tutelle idéale incarnée par les hommes qui fournissent les éléments de pensée de l'objet, et d'une dialectique d'opposition entre force locale et désordre ou folie mondiale. Les universitaires, conviés dans les événements publiques, assurent à la fois une caution intellectuelle et institutionnelle au « mouvement », et fournis des éléments théoriques aux acteurs pour les aider à mettre en perspective leurs actions. Ils viennent ainsi donner une légitimité académique à cette alternative, peut-être de la même façon que ce qu'Anthony Giddens pouvait dénoncer quant à l'implication des chercheurs dans les Nouveaux Mouvements Sociaux (Neveu, 2005, p.67). Cette caution s'exerce tout autant sur le public qui s'engage dans un tel « mouvement » ou souhaiterait le faire, que dans un rapport de force vis à vis des autorités étatiques chargées d'autoriser, ou non, les MLC à perdurer. C'est ainsi le cas de Nantes qui s'est assuré de la collaboration d'experts et d'universitaires afin d'obtenir l'agrément de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP), ou celui de Toulouse qui convie les représentants de quelques MLC du réseau ainsi qu'un représentant du monde universitaire, dans sa propre stratégie, axée sur la mise en valeur de la « citoyenneté », pour valider légalement sa démarche auprès de l'ACP, et par extension son propre modèle de MLC.

c. Logique spatiale des métropoles

La logique spatiale d'influence d'une métropole, comme celle de Toulouse par exemple, se retrouve tout à fait dans le mode de développement de la monnaie locale, celle-ci animant certains quartiers prioritaires et soutenant des initiatives de dissémination de son modèle dans les communes limitrophes, tout en mettant en valeur à l'échelle internationale sa politique ainsi labellisée « éthique et solidaire ». L'enjeu pour la ville n'est pas uniquement celui d'aménager au mieux les conditions de vie de ses habitants avec une monnaie locale. Elle peut communiquer sur son action afin de s'établir en bonne place dans la concurrence pour le bien vivre des métropoles entre elles d'une part, et ancrer cette politique dans un réseau de territoires optant pour une même structure d'autant plus puissante qu'elle sera diffusée largement d'autre part. Les formations proposées pour les porteurs de projet témoignent ainsi d'une volonté d'essaimage afin de renforcer le « mouvement » des MLC

² À la manière de la « religion civile américaine » qui joue un rôle performatif dans le champs des règles juridiques outre-Atlantique (McNaught, 2009)

dont Toulouse apparaît comme une figure majeure. Dix personnes, service civique compris, travaillent ainsi sur le projet afin de mettre les moyens en place pour le développement de ce nouvel outil pour les territoires.

De multiples initiatives, appelées elles aussi couramment monnaies locales, soulèvent la complexité des enjeux de souveraineté qui se révèlent au travers de cet objet social spécifique : l'appropriation politique de la monnaie détermine à la fois les conditions de possibilité de l'économie et de la société sur un territoire, et révèle les enjeux de pouvoir portant précisément sur cette détermination (Guyomart, à paraître). Symbole traditionnel de l'autorité de l'État sur l'économie d'après l'approche chartaliste (Knapp, 2003[1905]), la monnaie se voit mobilisée par les échelons inférieurs de l'État, au niveau des collectivités territoriales. Celles-ci se saisissent du besoin de résilience du système monétaire dans le cadre des suites de la crise financière de 2007, visant à mobiliser les proximités entre acteurs économiques dits « locaux ». Toulouse est ainsi fer de lance d'une « monnaie éthique » pour l'agglomération qui promeut l'appropriation citoyenne de la monnaie, en s'inscrivant dans la lignée de la prime expérience française de Monnaie Complémentaire, le SOL. Nantes Métropole, quant à elle, travaille à la mise en place d'une chambre de compensation afin de favoriser le développement endogène de l'économie « locale ». La logique territoriale des collectivités du même nom s'inscrit dans une emprise spatiale délimitée à la fois par les frontières de leur juridiction administrative et l'aire de leur influence.

Nantes s'inscrit ainsi par exemple dans un programme européen INTERREG de collaboration entre Monnaies Complémentaires situées dans plusieurs pays de l'Union. Cette échelle de collaboration témoigne de la logique d'influence et de partenariat dans laquelle s'inscrivent les métropoles, bénéficiant du poids donné par l'influence qu'elles portent sur leur aire géographique de proximité. A contrario, on constate une mobilisation relativement importante d'initiatives associatives autour de ce même objet, les MLC, revendiquant pour leur part la prise en compte des « bassins de vie » ou « éco-territoires » pour souligner l'importance des proximités tissées entre les individus et leur environnement économique, ou même plus largement écologique. La démarche regroupant des mouvements d'écologie politique converge ainsi au travers de la monnaie pour tenter d'établir un contre-poids à la logique de financiarisation dans laquelle est inscrit le système monétaire et financier international. Le réseau des MLC, associatif, se rapproche ainsi de celui du SOL dont Toulouse apparaît chef de file, avec toute la capacité mobilisatrice et les moyens dont peut bénéficier une telle collectivité territoriale. Les deux réseaux parachèvent cette convergence, à

compter des Assises de Villeneuve-sur-Lot de Mai 2013, en envisageant un rapprochement symbolisé par le remplacement du C de Complémentaires par celui de Citoyennes dans le nom du réseau.

Le paysage des MLC est ainsi le théâtre du rapprochement d'acteurs qui témoigne autant de convergences d'intérêts ou d'idéologies politiques, que de luttes d'influence où tous n'exercent pas le même poids. La monnaie, derrière les termes « d'appropriation citoyenne », se voit mobilisée comme un « mouvement social », « un outil de transition », ce que nous nommons ici « l'alternative ». En effet, comme nous venons de le voir, les perspectives de chaque acteur sur cet objet social sont singulièrement différentes, tout comme leur capacité à déterminer leur emprise à la fois sur les MLC en tant que telles, ou sur le territoire « local » qui les concerne. Cette échelle dite « locale » est alors le témoin du pouvoir, de la capacité d'action, d'un certain groupe sur les possibilités offertes aux porteurs « d'alternatives ». Dans le cadre national, toute l'influence des métropole se fait jour. Dans le cadre de collectifs locaux fédérer autour d'un projet de monnaie locale revient à pouvoir mettre en oeuvre le symbole même de l'alternative sur un territoire, celui des sympathisants à cette idéologie politique, ou du moins qui aspirent à un changement de société. Parfois, le comité local d'ATTAC pourra proposer une réunion publique où l'universitaire local expose le phénomène, ou Europe Écologie Les Verts relaiera les annonces de réunion publique sur le sujet. Plus généralement, on voit apparaître dans le paysage de cet objet social toute l'influence que peuvent exercer certains groupes, ou certaines structures, sur l'émergence d'un tel objet. La partie suivante expose plus précisément le cas de la région angevine, afin d'explicitier au travers des trajectoires multiples d'acteurs locaux, comment se met en forme dans la société l'objet social que sont les MLC.

II. Le cas de la région angevine

2.1 Structuration de l'alternative

La localisation de la MLC de la région angevine à Mûrs-Érigné est faite de paradoxes. Le premier réside dans le fait qu'un seul des membres du collectif de gestion (sorte de bureau étendu) d'Agir pour la Transition, qui porte la MLC la MUSE, habite la commune, les autres résidant à quinze kilomètres au moins dans la campagne. Second paradoxe, un seul des prestataires et seulement douze particuliers sur un total de 170 adhérents à la monnaie locale se situent sur ce territoire. En effet, comme le résume un membre du bureau de l'association : « Quand [le conseiller municipal de la Ville de Toulouse en charge de l'Économie Sociale et Solidaire] est venu aux rencontres [du réseau des MLC en Juin 2012], il m'a dit « mais c'est fou, y a pas de commerces ici, vous avez que l'Hyper U ! » Et c'est vrai, y a que l'Hyper U à Mûrs ! ». En effet, la localisation de la monnaie locale ne s'explique pas seulement par la présence d'un réseau d'entreprises et de particuliers travaillant à l'émergence d'un outil de marquage de l'espace économique alternatif qui leur serait propre. Mais elle montre que l'alternative est l'enjeu d'une lutte d'influence entre acteurs dits « locaux ». D'un côté, les élus jouent le jeu d'une mise en valeur de l'influence « locale » de leur territoire, sur les plans idéologique, économique, ou encore de réputation du « bien-vivre » pour certaines catégories de population... D'un autre côté, des individus, collectifs ou associations se saisissent de ce jeu pour établir également leur influence sur le « local », en cohérence avec leur propre perspective idéologique personnelle sur ce qu'il devrait être. Il est alors l'ancrage symbolique du lien qui regroupe des individus aux valeurs similaires, l'idéalisation d'une proximité permettant de faire face à la fatalité d'un monde qui « fonce dans le mur ». Les acteurs porteurs d'une MLC peuvent dès lors trouver les conditions de déploiement d'un « espace économique alternatif » (Leyshon et al., 2003) leur permettant d'étendre leur propre influence sur les conditions de possibilité de « l'alternative » à la catastrophe.

L'appropriation de symboles patrimoniaux confère une certaine maîtrise « des ressources de la symbolisation » (Chivallon, 2008) du « local ». « C'est de la capacité à maîtriser la possibilité de figuration des représentations issues de l'imaginaire humain que découle l'exercice du pouvoir, dans la compétition pour l'accès aux ressources de la symbolisation de l'ordre social. Car celui-ci, une fois incarné dans la forme et la matière, se voit doté de la capacité de faire passer pour réel ce

qui ne l'est pas, d'où l'enjeu de la maîtrise du registre « matériel ». » (Chivallon, 2008) L'exemple de la monnaie locale révèle tout le rôle d'animation de l'alternative que joue la mairie de la commune et qui la place ainsi au cœur des événements locaux sur des thématiques mobilisatrices d'idéologies alternatives diverses. Mûrs-Érigné est la commune de référence sur la question en Anjou, servant ainsi logiquement de relais et de support pour une initiative comme la monnaie locale. Dans un autre contexte, la Maison de Quartier Saint Nicolas joue un rôle similaire à Romans sur Isère, fournissant logistique, portage salarial et lieu d'événements connexes à la MLC qui se déroule en rapport à son propre territoire. Si les rencontres nationales de Mûrs-Érigné avaient lieu dans le centre culturel de la commune, prêté par la mairie, la Maison de Quartier accueillait celles de Romans-sur-Isère par exemple.

2.2 Ancrage local et logique de club

Le « groupe monnaie locale » est mis en place suite à l'édition de Juin 2010 du festival du film Nature et de l'Environnement. Accueillant une conférence de Philippe Derudder et présentant le documentaire « la double face de la monnaie » qui sert de matériel de propagande ordinaire dans les projets de MLC, le groupe y recueillait les coordonnées de plusieurs dizaines de personnes afin d'entamer une réflexion sur la mise en place d'une monnaie locale. Un premier groupe, qu'il me fût proposé de rejoindre, mena un projet intitulé « Faisons l'écho » jusqu'à ce que début Août 2011 soit créée l'association « Agir pour la Transition » en lieu et place de la première. Cette dissension faisait suite à des conflits devenus inextricables pour la poursuite de l'association avec le précédent groupe. Parmi les éléments éclairant sur le conflit, qu'il serait trop long de décrire ici dans son ensemble, on peut souligner notamment que cette scission permettait aux membres du « groupe monnaie locale » d'ACF 49 de reprendre la main sur la mise en œuvre de la MLC, qui était issue de celle-ci mais dont le groupe précédent souhaitait pour une part se défaire. Dès lors qu'il est question de monnaie locale dans la région angevine, il sera donc fait appel aux représentants de la MUSE. Quand ATTAC49 fait un forum sur la monnaie, ou me demande d'intervenir sur le sujet, la MUSE est invitée comme « initiative concrète de ce qui se fait localement ». La dialectique d'ATTAC, basée sur une confrontation entre économie mondialisée et expériences locales alternatives, se retrouve tout à fait dans une expérience comme la MLC qui reprend nombre d'arguments similaires. Le responsable d'ATTAC49 peut ainsi créer une dynamique d'animation de son association locale au travers d'une réunion publique, voire essayer de recruter de nouveaux membres grâce à cette thématique en vogue pouvant mobiliser de nouvelles têtes.

En choisissant de remplacer les traditionnels coupons de « la fête bio » 2012, deuxième événement phare de « l'alternative » locale aux côtés du festival du Film Nature et de l'Environnement, Agir pour la Transition tente de mobiliser les sympathisants et marque ainsi son territoire potentiel, avec toutes les déconvenues que cela peut impliquer. Le meneur du groupe monnaie locale explique ainsi, déçu : « À la fête bio, c'est un truc qui est installé, et on a fait le tour [des exposants] pour proposer la MUSE, mais la grande majorité ils étaient pas chaud. » L'association y dénombre tout de même une trentaine d'adhésions à cette occasion, démontrant ainsi la plus forte progression du nombre d'adhérents de sa courte histoire. La mise en place d'un « circuit touristique de la MUSE » témoigne d'une même approche de territorialisation vis à vis de l'alternative. « Une prestataire, elle a une chambre d'hôte, quelqu'un est allé sur le site Internet, et un des premiers truc qu'il a demandé c'était s'il pouvait utiliser la MUSE. » Pour le membre de la monnaie locale, il s'agit d'une envie de découvrir les producteurs locaux que la monnaie locale pourrait valoriser et ainsi mettre en relation. Une collaboration avec l'Office de Tourisme d'Angers est ainsi envisagée. « Y a un petit groupe en place sur cette question. Y a de quoi faire sur la région, avec les viticulteurs par exemple. » La valorisation du patrimoine culturel est un élément important pour la promotion de « l'alternative ». Ainsi, la mise en valeur de symboles patrimoniaux sur les billets ne suffit pas à l'ancrer dans le « local ». La mise en réseau structure le territoire sur lequel se base le déploiement de la monnaie locale, entre événements phares tels que « la fête bio » et réseaux plus informels de proximité entre acteurs, basés sur une logique de club.

La monnaie locale s'incarne aussi dans les parcours individuels des protagonistes qui la font exister. Le président d'Agir pour la Transition par exemple, correspondant bénévole à la Nef, découvre les monnaies locales par l'entremise d'un des protagonistes de l'Abeille de Villeneuve sur Lot, lui même alors salarié de l'association de « finance éthique » et qu'il connaît par ce biais « depuis 7-8 ans ». Intéressé particulièrement par la question et bénéficiant d'une certaine expertise sur les sujets financiers et économiques du fait de son engagement bénévole, il devient logiquement le responsable du « groupe monnaie locale » de l'association dont il fait partie, ACF 49 (Alternatives Citoyennes et Fraternelles 49), à l'origine de la monnaie locale. Chacune de ses interventions pour la Nef au cours de l'année de travail du premier « groupe monnaie locale » est ainsi relayée à l'occasion des réunions, comme pour assoir son expertise sur la question et justifier de son engagement. Le conflit éclatera d'ailleurs ouvertement plus tard lorsqu'il ne sera pas choisi à l'unanimité pour exercer la fonction de président de l'association en devenir. Invoquant un « principe de réalité » lié à son engagement personnel dans le projet, on entrevoit déjà toute

l'importance que peut avoir une trajectoire individuelle dans la mise en œuvre d'un tel projet associatif. ACF 49, dont le « groupe monnaie locale » fût créé lors du festival d'un festival organisé par la commune, était elle-même issue d'une autre structure intitulée « République Fraternelle ». L'ancrage local de « l'alternative » se fait au travers des structures qui mettent en place des initiatives telles que des réunions publiques, ou comme ici la monnaie locale. Ainsi, il n'est pas anodin de remarquer la présence du Maire dans chacune d'entre elles, et de constater le rôle que semble tenir l'édile dans l'animation et les orientations de « l'alternative » locale, sans pour autant prendre toujours parti en faveur d'une initiative, plongeant d'autant certains acteurs locaux dans l'incompréhension. Un membre de la monnaie locale nous explique :

« République Fraternelle était un peu vieillissant, donc [le maire] a fait rentrer des gens du film Nature, et entre des gens un peu ancienne France de République Fraternelle et les nouveaux... ils se sont éjectés tout seuls je dirais. Ça s'est fait mieux que l'écho quand même. Maintenant ACF 49 je sais pas ce que ça va devenir. [Le maire] vient aux AG chaque année... Le problème avec [le maire] c'est qu'il lance plein de choses mais il suit pas, donc ça finit par diviser. L'Université Populaire [dont l'un des membres du bureau de l'association est le coordinateur et dont le Conseil d'Administration est essentiellement composé d'élus de la commune] n'adhère même pas [à la MUSE] ! »

Chaque groupe de mise en œuvre d'une MLC se définit autour de lieux phares et de mises en réseaux, chacune spécifique à « l'alternative » en place localement et fonctionnant dans une logique de club bien plus que de proximité. Le « local » se définit ainsi, entre convergence d'initiatives spécifiques et lutte d'influence, manifesté par une emprise spatiale. La monnaie a comme particularité d'être en mesure de mobiliser une autorité sur l'économie et le reste de la société. La MLC procède de la même logique, non pas dans une perspective de territoire administratif de type étatique, mais d'après celle d'un espace d'inter-relations, formant un club et labellisant une certaine « alternative ». Pour autant, cette logique s'interpénètre avec celle de la mairie, au cœur des organisations ou événements qui placent la commune au centre des initiatives « alternatives » de la région angevine. Ainsi, le centre culturel de la commune est parfois mis à disposition gratuitement pour des événements tels qu'un concert de soutien aux faucheurs volontaires d'OGM par exemple. Le lieu qui accueillera la première fête annuelle de la MUSE est également issu d'une mise à disposition de la mairie d'un terrain en berges de rivières à la saison estivale. « Base de vie manifeste pour une société autre », on peut y croiser lors de l'inauguration annuelle du lieu autant le

Maire que le président d'ATTAC 49, vêtu, lui, du T-shirt du Forum Social Mondial dont il revient tout juste. En choisissant cet endroit pour accueillir « Festi'MUSE », l'association Agir pour la Transition tente une nouvelle fois d'ancrer son action dans les réseaux alternatifs, de rentrer dans ce club à défaut de faire rentrer ses membres dans le sien pour le moment. La présentation de « L'Embarquement » sur son site Internet décrit d'elle-même l'objet de ce lieu de « l'alternative », qui ici est emprunt à la fois de convergence des luttes et de situationnisme.

« Manifestation culturelle ayant pour objectif la fabrication d'un espace public convivial (illich), par la diffusion d'un certain art de vivre autour des thèmes de l'alimentation, de l'architecture du paysage, de l'urbanisme temporaire, de la poésie du quotidien.

Territoire à entrées multiples : restaurant bar bio, épicerie et salon, jardin partagé, plage en ville, scène ouverte, galerie, bulle de bien-être, bibliothèque. L'Embarquement est la base d'un réseau étendu de démarches durables comme l'agriculture paysanne, l'assainissement autonome écologique, la culture du jardin planétaire, le recyclage et le détournement, l'auto construction et l'autofinancement, le réseau des villes lentes et des villes en transition...

Le style caravane est là pour redorer l'image du nomade face à l'omniprésence de la figure du sédentaire. Assemblage d'une foule d'objets issus de voyages, mélange chargé et coloré savamment agencé pour produire une résonance de couleurs, de motifs et de formes des cultures du monde. Résistance en actes contre la standardisation et la production culturelle en série. Désuet et anachronique, vintage et mystique, poétique et situationnel.

L'évènement sera ici considéré comme un alibi pouvant servir à des fins politiques, à susciter des pratiques sociales. L'évènement est une simulation, un rêve de ville, une ville possible. Démontable, pour habiter le territoire en poète, et ne laisser comme trace que la mémoire collective des moments partagés, la caravane nécessite une surface de déploiement, un espace vide à activer, un espace public actuel.

Lieu ouvert populaire et intergénérationnel, plateforme de croisement des disciplines, l'Embarquement veut offrir à tous des accès gratuits, à l'information, à la création, aux alternatives, à la détente, à la culture... »

2.3 Trajectoires individuelles de l'alternative

Les motivations personnelles pour adhérer à la monnaie locale témoignent d'un ancrage dans le territoire de « l'alternative ». Celle-ci, loin de constituer une catégorie d'évènements ou de personnes et de former ainsi une identité collective, s'établit dans une logique de club de partage d'une vision commune. Si chacun possède sa propre grille de lecture du monde dans lequel il vit, la recherche de solutions locales permet de regrouper des individus qui se retrouvent dans une identification des problèmes sociétaux à un niveau « mondial ». L'entretien avec un paysan-boulangier certifié Agriculture Biologique, rencontré sur l'un des marchés angevins du samedi matin, nous éclaire à titre d'exemple sur les motivations et l'arrière-plan idéologique qui participent

à former l'imaginaire d'un des sympathisants à cette « alternative » qui souhaiterait pouvoir rejoindre la monnaie locale.

« Mes réflexions personnelles tournent autour du fait que le modèle économique dominant va s'effondrer, j'en suis sûr. C'est un grand jeu de Monopoly. J'ai découvert les zones de gratuité en fréquentant une association qui s'appelait « paradigme du temps » où j'habitais sur Angers. C'est à dire ya au moins 5-6 ans. C'était une association pour l'aide à la création de lieux de vie alternatifs. Après j'en suis revenu aussi des zones de gratuité, quand je me suis installé chez moi en Mayenne. J'ai constaté que certains le prenaient dans un seul sens. Il prennent mais il s'agit de payer quand on veut à son tour recevoir... »

Je recherche une alternative au système économique complètement fou qui ne peut pas manquer d'exploser. C'est dingue que les gens ne s'en aperçoivent pas ! Il s'agit d'assujettir les gens grâce au système lui-même. Je me dis « Conspirationniste », même si ya pleins de choses différentes derrière ce terme. Je crois qu'il y a un ordre mondial, ne serait-ce qu'avec des réunions de seulement quelques puissants dans le club blumberg par exemple. Et ils ne s'en cachent pas. Je compare le système mis en place par les banques et les puissants à l'esclavage.

La monnaie devrait être un simple instrument juste au-dessus du troc. Le lien avec l'or ne permettait pas d'éviter la spéculation ou l'exploitation de l'homme par l'homme, tel que l'illustre par exemple la possibilité d'accumuler et donc de prêter à d'autres. Mais ce lien permettait d'éviter la folie. En ce sens, la MUSE ne change pas grand chose, puisque c'est peut-être la monnaie en elle-même qui est viciée depuis longtemps. Mais la monnaie locale permet de créer un système plus solide en renforçant les liens.

Pour moi ce qui me freine vis à vis de la MUSE c'est que la CABA (ndla : les trois magasins Biocoop de l'Agglomération) ne l'accepte pas encore, parce que ce serait pour moi le seul moyen de rediffuser mes billets. Ya des gens sur le marché qui m'ont demandé si je l'acceptais mais pour l'instant, je suis un peu bloqué. J'habite à 60km d'Angers dans le Sud de la Mayenne, mais je viens souvent, notamment pour les marchés ou pour me fournir en équipement par exemple. Donc pour moi c'est pas un problème, ça reste local, comme si c'était dans le département. Avec la CABA dans le réseau je pourrais la réutiliser et ne pas être juste en bout de chaîne. » (propos recueillis sur le marché du 23 février 2013)

L'idée d'avoir le pouvoir sur la monnaie en tant que citoyen est au cœur de ce qui motiverait cette personne. Elle aspire elle-même à ce que la monnaie puisse être neutre, « un simple instrument juste au-dessus du troc », et cherche à se prémunir de « la folie » qu'il identifie dans « le modèle économique dominant. » Ce sont les valeurs qui se rencontrent selon lui entre différents « modèles », et il convient d'en valoriser un contre celui en place, jugé « dominant », à la manière, peut-être, d'une contre-culture ou d'une hétérotopie foucauldienne. La MUSE agit comme un club auquel il souhaiterait adhérer pour renforcer son positionnement social, fait de l'ancrage difficile dans son nouveau milieu où il a découvert la fin de son idéalisme d'une part, et de ses déplacements à Angers où il a fait sa vie jusqu'à peu et commercialise désormais ses produits d'autre part. Le lien qui s'établit justifie en lui-même cette idée de local, et l'épicerie bio, de par la variété de produits

qu'elle propose, devient le plus petit dénominateur commun qui lui permet de se raccrocher au club, à ce que nous nommons ici « alternative ». Son activité n'est pas directement « locale » au sens d'intégrée dans une interdépendance d'activités économiques situées dans l'espace maximal d'action auquel s'est borné la monnaie locale, à savoir ici le département. Par conséquent, il fait appel à sa fréquentation du lieu où se manifeste « l'alternative », ici la CABA, pour revendiquer de participer au club, et non à son intégration ou la possibilité de celle-ci dans un circuit économique d'interdépendance entre acteurs. S'il vend ses pains sur les marchés angevins, il n'y achète en effet que très peu de matière première. La MLC ne répondrait pas, pour lui, à une mise en réseau d'acteurs déjà présents dont l'outil monétaire renforcerait la dynamique, mais à la définition d'un groupe « local » qui se retrouve dans un ensemble large de valeurs qui s'ancrent alors dans une « alternative » face à l'ordre mondial.

On comprend d'autant mieux l'enjeu que peut représenter la mise en œuvre d'une initiative du genre lorsqu'on la replace dans le contexte d'une crise dans son parcours de vie. Il est tout à fait frappant de remarquer que, pour ne serait-ce que quatre initiatives de MLC dont celle de Mûrs-Érigné, l'engagement personnel dans le projet de monnaie locale d'une, voire deux personnes, parmi les deux ou trois plus impliquées, se situe dans le cadre d'une reprise d'études en deuxième partie de carrière professionnelle et de recherche d'emploi en accord avec sa recherche « d'alternative » à une situation vécue comme inacceptable. Philippe Derudder lui-même ne se présente-t-il pas comme un ancien chef d'entreprise ayant participé au développement de la structure familiale avant de décider de mettre fin à sa participation au système qu'il dénonce désormais au travers de ses conférences et livres en prônant l'avènement d'une société meilleure inspirée de l'écosophie ? Les dynamiques sociales qui traversent la société dans son ensemble se retrouvent au travers des MLC, faisant d'autant mieux comprendre la complexité liée à la constitution d'un tel « mouvement » social qui ne se met pas (encore ?) tout à fait en forme, si l'on observe la relativement faible ampleur du nombre de personnes mobilisées au regard de d'autres enjeux de société, labellisés, eux, du terme de « mouvement social ».

Conclusion

« L'alternative » permet d'identifier la convergence de trajectoires individuelles et de positionnements d'acteurs. La monnaie éclaire ainsi comment la société se met en commun autour d'un même objet. L'échelle locale apparaît comme « l'espace de la plus petite échelle caractérisée par l'existence d'une société complète » (Lussault, in Lévy et al., 2003). Présentée en opposé à l'échelle mondiale, la société s'institue dès lors, au moins du point de vue d'imaginaire instituant (Castoriadis, 1975), par l'ancrage de l'action dans des symboles patrimoniaux et dans l'espace des pratiques d'individus et acteurs aux aspirations similaires. Une logique de club se met en forme. Le territoire de « l'alternative » devient l'enjeu de la labellisation par sa propre monnaie locale. La logique dans laquelle s'inscrivent les individus, leur intention, recoupe celle d'autres acteurs, comme les collectivités territoriales qui y voient la permanence de leur propre logique, de leur propres intentions, mais dans des perspectives spatiales radicalement différentes. Les Associations de Commerçants elles-mêmes se retrouvent dans cette dialectique du local s'opposant au mondial, revendiquant leur rôle en tant que « commerce de proximité ». Dans ce cas, la dialectique ne sert pas une logique « d'alternative », mais bien de défense d'un positionnement social en crise, face à la grande distribution d'une part qui déplace l'activité économique en périphérie des agglomérations urbaines, et face à la déprise économique de certaines villes d'autre part qui cherchent à lutter en mobilisant notamment des symboles patrimoniaux.

Les individus, mobilisés autour d'une cause commune, celle de refaire société à une échelle jugée plus vivable, cherchent eux-mêmes une voie de sortie à l'impasse personnelle dans laquelle leur situation professionnelle les a plongés. Ne s'agit-il pas d'une même quête visant à retrouver, à défaut d'un paradis perdu, une place dans la société en accord avec « l'alternative » qui leur promet « la vie bonne » (Glémain, 2004), faite par exemple de tempérance et de frugalité si l'on suivait la pensée d'économie politique d'Aristote (Pébarthe, 2005) ? L'institutionnalisation de normes décidées collectivement³ d'une part, et la mise en œuvre des conditions de l'autarcie (*autarkeia*) selon des principes utilitaires d'autre part, font en effet partie de ces réflexions qui pourraient recentrer l'économie autour de « bassins de vie », à la manière de la politique qui trouvait son lieu dans la Cité antique. Rejoignant l'idée d'une économie solidaire comme économie de « la vie bonne » (Glémain, 2004), les MLC voient ainsi les trajectoires individuelles de recherche d'une autre économie, d'une « alternative », converger vers ce à quoi la recherche en Économie Sociale et Solidaire travaille à offrir par un cadre conceptuel solide, pour refaire société face à une logique économique qui la plonge dans une crise systémique et non seulement financière.

³ Dans le cas d'Aristote, par la loi.

Bibliographie

- Austin, J. L. (1970). *Quand dire, c'est faire*. Seuil.
- Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Gallimard.
- Castoriadis, C. (1975). *L'institution imaginaire de la société* (Seuil.). Paris.
- Chivallon, C. (2008). L'espace, le réel et l'imaginaire : a-t-on encore besoin de la géographie culturelle ? *Annales de géographie*, 660-661(2), 67. doi:10.3917/ag.660.0067
- Fare, M., & Blanc, J. (2012). Chartes et comités d'agrément dans les dispositifs de monnaies citoyennes. Presented at the Riuess 2012.
- Frère, B. (2006, May 15). L'économie solidaire à l'épreuve de la pratique. Contribution à une grammaire sociologique des dispositifs argumentaires. Retrieved March 4, 2013, from <http://www.theses.fr/s7571>
- Frère, B. (2010). Une organisation politique libertaire est-elle possible? *Contretemps.eu*.
- Gesell, S. (1916). *L'ordre économique naturel*.
- Glémain, P. (2004). L'épargne de proximité au coeur de l'économie de la vie bonne. *RECMA*, (294).
- Guyomart, J.-C. (à paraître). De l'État souverain à la souveraineté subsidiaire des Monnaies Locales Complémentaires. *Revue Française de SocioÉconomie*.
- Helleiner, E. (2002). *The Making of National Money: Territorial Currencies in Historical Perspective*. Cornell University Press.
- Knapp, G. F. (2003). *The State Theory of Money*. Simon Publications.
- Lefebvre, H. (1981). *La production de l'espace* (Anthropos.).
- Lévy, J., & Lussault, M. (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin.
- Leyschon, A., Lee, R., & Williams, C. C. (Eds.). (2003). *Alternative Economic Spaces*. Sage Publications Ltd.
- Mathieu, L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux* (éditions du croquant.). Broché.
- McNaught, M. B. (2009). *La religion civile américaine*. Presses Universitaires de Rennes.
- Neveu, É. (2005). *Sociologie des mouvements sociaux* (La Découverte.).
- Pébarthe, C. (2005). Aristote n'a pas découvert l'économie! In *Autour de Polanyi, vocabulaires, théories et modalités d'échanges* (pp.249–260).
- Ripoll, F. (2005). *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*. Caen.
- Ripoll, F., & Veschambre, V. (2005). L'appropriation de l'espace: une problématique à reprendre et développer. (F. Ripoll & V. Veschambre, Eds.) *Norois. Environnement, aménagement, société*, (195), 7–15.
- Semal, L. (2012). Le militantisme écologiste face à l'imaginaire collectif: le cas des villes en transition. In *Regards sur la crise écologique - Pour une socio-anthropologie de l'environnement - Tome 2* (L'Harmattan., pp. 199–210). Paris.
- Thévenot, L. (2006). *L'action au pluriel* (La Découverte.).
- Tilly, C. (1984). Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne. *Vingtième siècle*, (n°4).
- Veschambre, V., & Ripoll, F. (2006). L'appropriation de l'espace: une problématique centrale pour la géographie sociale. In *Penser et faire la géographie sociale* (PUR., pp. 295–304).